

L'ambiguïté française face aux régressions démocratiques sur le continent africain

Le Monde - 16/10/09

La réorganisation des acteurs de la politique africaine française ne serait qu'anecdotique si elle ne survenait en plein reflux de la démocratie dans plusieurs pays francophones. Reflux vis-à-vis duquel Paris aura souvent entretenu une certaine ambiguïté.

De Madagascar à la Mauritanie, du Niger à la Guinée, le temps des putschs militaires ou constitutionnels est en effet revenu, avec l'aide et la bénédiction du colonel Kadhafi, président de l'Union africaine. "On assiste, ces dernières années, à une terrible régression démocratique en Afrique et à la disparition de dirigeants africains charismatiques", observe Alioune Tine, président de l'organisation non gouvernementale Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme (Raddho), basée à Dakar.

Après les protestations d'usage, la France a ainsi, peu ou prou, pris acte de ces violations des règles internationales, sous couvert de défendre ses intérêts économiques (uranium du Niger), une position stratégique (Madagascar) ou de lutter contre le terrorisme (Mauritanie).

"Pas de problème"

A la mi-septembre, le député UMP Patrick Balkany, autre émissaire officieux de l'Élysée, considérait que la candidature à la présidentielle du capitaine Dadis Camara, chef de la junte au pouvoir en Guinée, ne "posait pas de problème", rapporte La Lettre du Continent. Ce proche de M. Sarkozy a ainsi contredit la position du Quai d'Orsay, une semaine avant la terrible répression, à Conakry, d'une manifestation pacifique d'opposants.

En juin, le même Patrick Balkany brouillait le message diplomatique français en s'affichant, en Mauritanie, au côté de Mohammed Ould Abdel Aziz, lors d'un de ses meetings électoraux. Malgré le boycottage de l'opposition mauritanienne, le général putschiste faisait alors campagne pour une élection présidentielle tronquée dont la communauté internationale demandait le report.

En plein vacillement des leaderships africains, le continent aurait pourtant besoin de repères clairs. Et la France de partenaires fiables. "On cherche à s'appuyer de plus en plus sur des dirigeants africains, conclut un haut diplomate français. Mais beaucoup ne s'assument pas." Comme en atteste l'absence de condamnation forte formulée par les dirigeants d'Afrique de l'Ouest après la tuerie de Conakry, le 28 septembre